

Montreuil, le 02 septembre 2021

Rentrée scolaire : il faut plus de moyens pour l'éducation !

Bouleversée par la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons, la rentrée scolaire 2021 a lieu aujourd'hui dans des conditions particulièrement difficiles, aussi bien pour les familles que le personnel enseignant. Elle nous oblige à relever des défis inédits et impose des décisions politiques fortes. Encore faut-il que le gouvernement soit à la hauteur des enjeux...

S'il est vrai que le pouvoir d'achat des ménages a été fortement déstabilisé par les mesures mises en place pour lutter contre la propagation du virus, il était en réalité déjà fortement précarisé, avant même la crise du Covid-19, par les politiques d'austérité auxquelles se livraient le gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. En effet, la hausse des dépenses liées à la santé (gel hydroalcoolique, masques, etc.) associée aux mesures anti-pauvres du gouvernement (refus d'augmenter le SMIC, baisse des APL, etc.) ont eu pour conséquence de faire basculer de nombreuses familles dans la précarité. La rentrée scolaire, synonyme de dépenses supplémentaires, est donc un coup de plus porté au portefeuille des familles.

A cela s'ajoutent les ravages qu'a eu l'école à distance sur de nombreux élèves, de tout âge, avec une augmentation dramatique du décrochage scolaire. Ces difficultés psychologiques ne doivent pas être prises à la légère par le gouvernement qui doit à tout prix donner aux partenaires sociaux les moyens de déceler et accompagner les élèves en souffrance.

Il est donc urgent d'investir dans le secteur de l'éducation et d'écouter les enseignants qui dénoncent des conditions de travail ne leur permettant pas d'assurer correctement leurs missions ; entre le manque de personnel, et des conditions matérielles plus que difficiles.

Bien trop occupé à pointer du doigt les familles qui, selon eux, profitent de l'Allocation de rentrée scolaire pour acheter autre chose que des fournitures, le président de la République et son ministre, Jean-Michel Blanquer, ne semblent absolument pas mesurer l'urgence de la situation !



www.lacni.com

La Confédération Nationale du Logement
Tél. : 01 48 57 04 64 - Email : cni@lacni.com

